

EDITORIAL

UNE AUTRE EUROPE

La loi qui affranchit

Raymond Klein

Les institutions européennes, imprégnées d'idéologie libérale, s'ingèrent dans la politique des pays en difficulté. Les objectifs poursuivis sont condamnables, mais qu'en est-il de la méthode employée ?

« Toute une partie de l'Europe, qui hier déboulonnait les dictatures d'António de Oliveira Salazar, de Francisco Franco, des colonels grecs, se retrouve ainsi ravalée au rang de protectorat administré par Bruxelles, Francfort et Washington. Mission principale : protéger la finance. » C'est en ces termes que, dans le numéro de juillet du « Diplo » (Le Monde diplomatique), Serge Halimi exprime son indignation face à la manière dont les préceptes libéraux sont imposés aux pays de l'Eurozone connaissant des difficultés financières.

En effet, les économistes progressistes critiquent les mesures d'austérité parce qu'elles affaiblissent encore plus ces pays et servent surtout à faire passer des réformes antisociales - faisant de la crise, comme écrit Halimi, « la providence des libéraux ». « Comment imaginer que l'idée européenne sortira grandie de se trouver ainsi associée à une camisole de force, à un huissier étranger qui s'empare de vos îles, de vos plages, de vos Haras nationaux, de vos services publics pour les revendre au privé ? », renchérit-il. Et d'appeler les peuples indignés à « réclamer l'impossible », à savoir un changement politique radical : annuler une partie des dettes, dompter la finance, faire payer les riches à travers l'impôt...

Cette violente condamnation quant à la forme et au contenu de ce qui se passe actuellement d'Athènes à Lisbonne est-elle justifiée ?

Pour le contenu, on ne peut que donner raison au directeur du « Diplo » : les mesures imposées vont dans la mauvaise direction. Cela ne signifie pas forcément que l'on considère que les pays concernés ne devraient pas trouver des moyens pour mieux équilibrer leurs budgets, ou qu'une nation de taille modeste pourrait sortir de l'euro et « faire payer » les banques, comme le suggèrent d'autres contributions dans le même journal.

En ce qui concerne la mise au pilori de l'ingérence d'institutions supranationales dans ce qui relève de la « souveraineté nationale », on sera

plus réservé. Car la fameuse citation d'Henri Lacordaire peut aussi se penser à l'échelle mondiale : « C'est la liberté qui opprime et la loi qui affranchit. » Clairement, la liberté des Etats de s'allier aux multinationales et à la finance pour s'enrichir aux dépens de leurs voisins est opprimante. Et la loi - celle décidée et appliquée à l'échelle supranationale - peut aider à nous affranchir du diktat du capital et des marchés financiers.

Quant à la « délocalisation du pouvoir politique réel vers des lieux d'apesanteur démocratique », également dénoncée par Halimi, on n'est pas obligé de s'y résigner. Après tout, les « lieux d'apesanteur démocratique » européens sont tout de même aménagés et peuplés sous l'emprise des gouvernements nationaux, qui eux dépendent d'élections démocratiques.

Rêvons. Des élections amènent des majorités de gauche radicale au pouvoir dans la plupart des pays européens, et les gouvernements nationaux, la Commission, le parlement et la banque centrale européens sont recomposés à l'image de ces suffrages. Dans un premier temps, Bruxelles force le patronat allemand à augmenter les salaires - au bénéfice aussi bien de la population d'outre-Moselle que des balances de paiement des partenaires commerciaux de l'Allemagne.

Vient le tour du Luxembourg, dont la politique fiscale doit être alignée sur les exigences européennes. Des fonctionnaires des pays voisins s'installent au ministère des finances pour « aider » Luc Frieden à augmenter les accises sur les produits pétroliers et à boucher les trous dans la fiscalité des entreprises. Quant à François Biltgen, il « bénéficie » de conseillers étrangers afin de rendre plus efficace l'entraide judiciaire en matière d'évasion fiscale.

Alors la droite criera au scandale et appellera à la résistance contre l'occupation étrangère, tandis que la gauche... applaudira des deux mains, non ?

NEWS

NEWS

Nachhaltigkeit: Energie aus Verbrennung S. 3

Extrême droite: Honni soit qui mal y pense p. 4

REGARDS

Google+ contre Facebook: Ajouter au Circle? p. 6

Climate engineering: Temperatur nach Wunsch? S. 8

Autonomie und Depression: Der gestrandete Mensch S. 10

Großbritannien: Reha für den Redakteur S. 12